

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**Commune d'Oullins**

**Métropole de Lyon**

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**DST23\_033**

**OBJET** : arrêté de déclassement de l'établissement suivant : Lycée des CHASSAGNES, 13 chemin des CHASSAGNES 69600 OULLINS.

**Le Maire d'Oullins,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment l'article L171-3 ;

**Vu** le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L 122-5, R 122-5 et R 143-39 ;

**Vu** les règlements de sécurité annexés audit code ;

**Vu** le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

**Vu** l'arrêté du 1er août 2006 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R 162-8 à R 162-11 du code de la construction et de l'habitation relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création ;

**Vu** l'arrêté modifié du ministre de l'intérieur du 25 juin 1980, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

**VU** les arrêtés préfectoraux n° 69-2020-09-30-001, 69-2020-09-30-002 et 69-2020-09-30-003 modifiés, du 30 septembre 2020 portant renouvellement de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées ;

**Vu** l'avis favorable du Service départemental-métropolitain d'incendie et de secours pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public en date du 26 juillet 2022 ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

Le Lycée des CHASSAGNES, enregistré au fichier départemental des ERP sous le n° E14900020-000 et situé au 13 rue des CHASSAGNES 69600 à Oullins, fermera la partie internat situé au 2<sup>ème</sup> étage de l'établissement à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2023.

**ARTICLE 2 :**

Tous les équipements de sécurité incendie du 2<sup>ème</sup> étage de l'établissement resteront en place et seront maintenus en état de fonctionnement.

**ARTICLE 3 :**

Cet établissement classé en type R-H de la 3<sup>ème</sup> catégorie jusqu'à présent sera déclassé en type R de la 3<sup>ème</sup> catégorie avec un effectif maximum autorisé fixé à 446 personnes.

**ARTICLE 4 :**

Cet arrêté ne dispense pas les propriétaires et exploitants de leurs obligations vis-à-vis des dispositions du règlement de sécurité et des règles d'accessibilité. En particulier, les prescriptions formulées dans les différents rapports et par les différentes Commissions de Sécurité et d'Accessibilité.

**ARTICLE 5 :**

Le non-respect des règles de sécurité par les propriétaires, exploitants et organisateurs les expose à des sanctions administratives et/ou pénales conformément aux articles R 143-45 et R 184-2 à R 184-3 du Code de la Construction et de l'Habitation.

**ARTICLE 6 :**

Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation délivrée après avis de la commission de sécurité compétente. Il en est de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

**ARTICLE 7 :**

Le présent arrêté sera notifié au responsable de l'établissement et au Service Départemental et Métropolitain d'Incendie et de Secours pour mise à jour du fichier départemental des ERP.

Certifié exécutoire par :

Transmission en préfecture le :

Notification à l'intéressé le :

Mis en ligne le :

Clotilde POUZERGUE

Maire

Conseillère métropolitaine

**Fait à Oullins, le 23 octobre 2023**

**Clotilde POUZERGUE**

**Maire d'Oullins**

**Conseillère métropolitaine**



*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Lyon par le biais d'une requête sous format papier ou déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa publication ou de son affichage. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse, (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*